

ÉDUCATION

La grève largement suivie

Début hier de la grève illimitée des enseignants affiliés au Cnapest. C'est le palier du secondaire qui a été le plus touché par le mouvement. Le syndicat établit le taux de suivi dans le secondaire à 81%. Dans le moyen, le suivi est plus mitigé avec un taux oscillant entre 20 et 80%, alors que dans le primaire entre 10 et 35% des enseignants ont répondu à l'appel du syndicat.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Comme il fallait s'y attendre, c'est au niveau du palier du secondaire que les enseignants ont massivement répondu à l'appel du Cnapest.

Le syndicat est en effet représenté depuis peu dans les deux autres paliers de l'éducation. Messaoud Boudiba, porte-parole dudit syndicat, estime néanmoins que ce premier jour était «une réussite». A Alger, et en fonction des établissements scolaires, la grève a été diversement suivie.

Au niveau du lycée Omar-Racim, une grande partie des professeurs ont débrayé. L'administration a néanmoins

décidé de ne pas libérer les lycéens. Ces derniers ont été prévenus : les cours n'allaient pas avoir lieu dans l'après-midi.

Autre scénario au lycée Rouchaï-Boualem à El-Hamma. Les cours se déroulaient normalement alors qu'au niveau d'El Idrissi au 1^{er} -Mai, les lycéens rencontrés affirment avoir eu cours pendant une seule heure avant d'être libérés.

Aujourd'hui, pas de reprise des cours en perspective. Le conseil national du Cnapest avait en effet opté pour une grève d'une journée renouvelable. Une grève illimitée qui ne dit pas son nom. Un procédé que le Cnapest avait déjà expérimenté l'année



Pas de reprise de cours en perspective.

dernière. La grève avait duré plus de deux semaines.

La réédition ou pas de ce scénario dépendra, selon le Cnapest, de la réaction du ministère de l'Education. Le syndicat fait savoir en effet que l'arrêt du

mouvement de protestation dépendra des réponses qu'apportera le département de Nouria Benghebrit.

Le Cnapest exige la satisfaction de revendications déjà consignées dans plusieurs pro-

cès-verbaux. Certaines promesses, rappelle le Cnapest, datent de plus d'une année. Messaoud Boudiba explique que ministère et syndicat avaient cosigné au moins une dizaine de procès-verbaux. Le contenu de ces derniers est quasiment identique à chaque fois. Aux mêmes revendications, le ministère apportait les mêmes réponses et les mêmes promesses sans jamais les concrétiser. Les tentatives du ministère de l'Education pour désamorcer le conflit se sont avérées vaines. Le Cnapest est ressorti «déçu» de la dernière rencontre avec des représentants du ministère de l'Education.

Nouria Benghebrit invite l'ensemble des syndicats à une rencontre demain au siège de son département. Objectif : expliquer les acquis et clarifier la position du ministère vis-à-vis des revendications syndicales.

N. I.

SANTÉ

Début de la mise en œuvre du plan cancer

Le ministre de la Santé a annoncé hier le lancement de la mise en œuvre du plan cancer 2015-2019. «Le comité d'évaluation et de suivi est installé et le travail a commencé», a indiqué Abdelmalek Boudiaf en marge d'une visite d'inspection au Centre anticancer Pierre-et-Marie-Curie (CPMC), d'Alger.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Présenté au président de la République en décembre dernier, le plan cancer va enfin être mis en œuvre.

Le ministre de la Santé a annoncé hier l'installation du comité d'évaluation et de suivi. Tant attendu, le premier plan cancer 2015-2019 s'est fixé huit axes stratégiques dont l'amélioration de la prévention contre les facteurs de risque, l'amélioration du dépistage de certains cancers notamment le cancer du sein en raison de l'ampleur qu'il est en train de prendre, l'amélioration du diagnostic, la redynamisation du traitement à travers l'interdisciplinarité, l'organisation des traitements palliatifs, l'orientation, l'accompagnement et le suivi du patient, la mise en place des registres de cancer pour améliorer le système d'information, le renforcement de la recherche et de la formation sur le cancer et enfin le renforcement des capacités financières.

Ce plan s'est fixé également comme objectif la réduction de la mortalité qui devra baisser de 20% d'ici 2019. La prise en charge des malades atteints du cancer devra s'améliorer avec l'ouverture de nouveaux centres anticancer dans d'autres wilayas du pays.

Centre de référence, le CPMC peine à prendre en charge le flux important des malades qui viennent des 48 wilayas. Selon Abdelmalek Boudiaf, le centre anticancer de la wilaya de Annaba est fin prêt.

Le centre qui a reçu son accélérateur sera ouvert aux malades d'ici trois à quatre mois, selon ses prévisions. D'ici le mois de juillet prochain, des centres anticancer

seront également ouverts dans les wilayas de Tlemcen, Sidi-Bel-Abbès, Tizi-Ouzou et Laghouat.

L'Algérie compte actuellement 14 accélérateurs et d'ici la fin de l'année, 15 autres seront mis en service pour atteindre au total 36 accélérateurs. Existe-t-il du personnel qualifié pour faire marcher ces machines ? «Oui» répond-on au ministère de la Santé. Ceux qui accusent un déficit devront «prendre attache avec le CPMC pour la formation».

Le ministre de la Santé a appelé les gestionnaires des

centres des wilayas de Constantine, Batna, Sétif et Annaba «à se préparer pour prendre en charge les malades pour atténuer la pression sur le CPMC, victime de sa réputation».

Par ailleurs, en plus du plan cancer, le secteur va également mettre les moyens, dit-il, pour relancer au courant de cette année la transplantation d'organes. Selon M. Boudiaf, des transplantateurs vont être formés en Argentine dans un cadre de partenariat.

Le ministre reconnaît, cependant, qu'il faut mettre les moyens pour sensibiliser sur la greffe sur cadavre. Une opération qui n'arrive pas encore à démarrer en Algérie. Il appelle aussi à la vul-

garisation de l'hospitalisation à domicile au niveau national. Cependant, dit-il, «il faut mettre des garde-fous afin de ne pas transformer cette démarche en acte commercial».

Enfin, le CPMC a bénéficié de 15 milliards de centimes pour réhabiliter ses blocs opératoires et réaliser deux salles de greffe hépatique.

S. A.

RENDEZ-VOUS DE RADIOTHÉRAPIE

Les délais d'attente réduits à deux mois

Les délais d'attente pour les rendez-vous de radiothérapie au CPMC ont été réduits à deux mois. C'est ce qu'a affirmé hier le ministre de la Santé.

Une information qu'il détient auprès des responsables de ce centre anticancer. Il rappelle que ces mêmes rendez-vous, il y a une année, étaient renvoyés à plus d'une année.

S. A.

LES ENTREPRISES APPELÉES À S'Y METTRE

La normalisation, un atout pour l'économie nationale

Les entreprises algériennes dont le développement et la croissance économique sont plus que recommandés doivent maîtriser certains aspects dont les enjeux sont primordiaux. Il s'agit notamment des aspects relatifs au système de management. A titre d'exemple, l'enregistrement de leur système de management de qualité à une des normes ISO devient une nécessité.

Salah Benreguia - Alger (Le Soir) - C'est en tout cas ce qui a été suggéré hier lors d'une table ronde sur le système de normalisation, organisée par le Club de réflexion autour de l'entreprise (Care). Pour les différents intervenants, la normalisation a pris une très grande importance dans le monde d'aujourd'hui car ses objectifs se sont élargis.

En effet, ce concept est devenu un instrument international de premier plan dans le contexte actuel de mondialisation. Mais cela ne signifie pas la fin des «normalisations nationales». Bien au contraire, celles-ci revêtent un caractère stratégique pour les pays.

«Conçues au départ comme un système de définition très rigoureux des produits pour protéger les marchés nationaux, les normes sont devenues un support essentiel à la politique nationale de qualité car de nos jours, il est clair que la meilleure protection d'un marché national contre la concurrence étrangère est la qualité du produit local et la compétitivité des entreprises au sein de leur espace national et en dehors», soutiennent les experts du Care. «Quand nos produits n'arrivent pas à s'exporter, on parle d'absence de la normalisation. Nous sommes dans un univers normatif» a indiqué Ali Harbi, expert et consultant.

Quelles sont les conséquences de l'absence de la normalisation sur, aussi bien les entreprises, que l'économie ? Pour le Care, sans la normalisation, on ne peut imaginer quels sont les progrès qui n'auraient pas été accomplis dans tous les domaines de la vie, notamment dans l'économie et plus particulièrement dans les entreprises.

En effet, les normes permettent l'accès à des technologies de plus en plus complexes, l'amélioration de la qualité des produits et services, une meilleure communication et, par voie de conséquence, une facilitation des échanges tant au niveau des marchés nationaux que sur le plan international, l'identification des risques à prévenir pour une meilleure protection de la vie, des biens, des procédés et de l'environnement. «Selon une étude comparative réalisée par l'OCDE et le département américain du

commerce, la normalisation a contribué à l'augmentation du PIB de l'Allemagne de 27% pour la période allant de 1961 à 1990.

Pour le Canada, celle-ci a contribué à hauteur de 9% (de 1981 à 2004) alors que sa contribution est à hauteur de 11% en Grande-Bretagne durant la période allant de 1948 à 2005» a fait savoir M^{me} Chibani Ratiba, directrice générale de l'Institut algérien de la normalisation (Ilanor).

Rappelant les activités dudit institut, Chibani a fait savoir que la normalisation est «un atout pour les entreprises car elle permet l'accès aux marchés mondiaux, d'améliorer la qualité des produits et services, la compétitivité des entreprises, rassure les clients et les consommateurs et enfin promeut l'innovation et la recherche et protège les marchés et le consommateur», a-t-elle plaidé.

S. B.